

SOMMAIRE

2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

► L'égalité des sexes dans l'éducation : Aptitudes, comportement et confiance

SCIENCES & TECHNIQUES

► Top 10 Emerging Technologies of 2015

► Rapport 2015 sur l'économie de l'information : Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement

ECONOMIE

► Rapport économique sur l'Afrique 2015: L'industrialisation par le commerce

► Fish to 2030: Prospects for fisheries and aquaculture

ENVIRONNEMENT

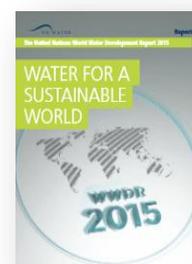
► Financer le changement : la BAD et les FIC pour une Afrique climatiquement intelligente

POLITIQUE

► Trends in international arms transfers 2014

1. FOCUS DU MOIS

Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources hydriques alerte sur un déficit global en eau de 40% d'ici à l'horizon 2030.



3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur La «sharing economy» ou l'économie collaborative.



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en mars 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► L'eau pour un monde durable

Tags: Eau | Urbanisation | Croissance démographique | Pauvreté | OMD | Changement climatique | Energie | Industrie | Catastrophes naturelles | Gouvernance de l'eau | UNESCO |

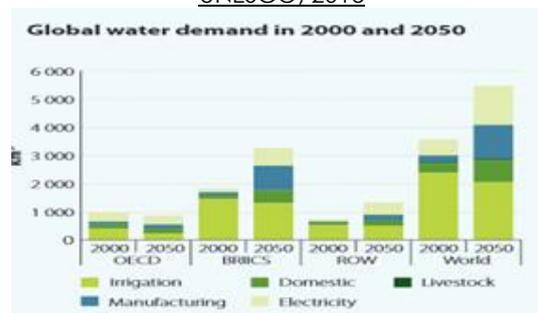
Ce rapport de l'UNESCO souligne que la planète serait confrontée à une raréfaction des ressources hydriques de l'ordre de 40% d'ici 2030, due principalement à l'expansion de l'urbanisation, la croissance démographique et la hausse constante de la demande agricole. La modification des modes d'utilisation et de gestion des ressources hydriques s'avèrent impératives afin de préserver cette précieuse ressource qui conditionne la survie de l'homme.

L'eau et l'assainissement représentent des éléments majeurs des stratégies et politiques de lutte contre la pauvreté. De plus, les risques soulevés dans le rapport pourraient être contrecarrés si la communauté internationale assume un équilibre entre la demande et l'approvisionnement en eau et plaide pour l'élaboration d'un nouveau programme de développement qui succède aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En dépit des progrès considérables accomplis, le taux des populations privées d'accès à une source d'eau potable reste très élevé, particulièrement les populations marginalisées, les pauvres et les femmes. En outre, l'ampleur du défi est aggravée par les impacts du changement climatique, qui devraient davantage accentuer cette pression dans plusieurs pays, tout en les confrontant à de nouveaux événements extrêmes d'inondations et de sécheresse. Le rapport souligne que

cette pression croissante sur les ressources en eau induirait, incontestablement, des risques se traduisant par une rivalité accrue entre les pays.

UNESCO, 2015



S'agissant des défaillances en matière de gouvernance de l'eau, le rapport précise que les ressources en eau sont rarement prises en considération dans les choix stratégiques liés à l'énergie et à l'industrie. Les décisions relatives à l'utilisation de l'eau font l'objet de priorité d'un nombre limité d'acteurs et sont déterminées davantage par le court terme que par les considérations environnementales.

Enfin, le rapport suggère de consacrer un objectif à part entière à l'eau et à la gestion globale du cycle hydrique dans les futurs Objectifs du développement durable à l'horizon 2030. De plus, le rapport préconise une meilleure gouvernance et une utilisation plus consciencieuse des ressources hydriques ainsi que des mesures favorisant le développement de celles-ci à un coût environnemental et social soutenable. A titre d'illustration, Un dollar investit pour la protection d'un bassin hydraulique induirait une économie d'environ 200 dollars en matière de traitement de l'eau.

Source: UNESCO, Mars 2015

<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002318/231823E.pdf>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► L'égalité des sexes dans l'éducation : Aptitudes, comportement et confiance

Tags: Education | PISA | Egalité | Hyperconnectivité | Décrochage scolaire | Formation | Emploi | STIM | Traditions culturelles | OCDE |

En termes de résultats scolaires, les systèmes éducatifs ont indubitablement progressé en matière de réduction des inégalités entre hommes et femmes. Toutefois, le fossé entre les deux sexes, sur le plan de l'orientation professionnelle, ne cesse de creuser.

L'enquête du « Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) », menée par l'OCDE tous les trois ans, fait ressortir que moins d'une fille sur vingt envisage d'entreprendre une carrière scientifique, notamment dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), contre 4 garçons sur vingt. Une tendance qui s'explique par la forte demande de ces domaines sur le marché de l'emploi et du niveau de rémunération élevé qui les caractérise. De plus, les principaux résultats de l'enquête PISA laissent apparaître un manque de confiance qui est préoccupant chez les filles vis-à-vis des sciences et des mathématiques, et en leurs capacités à résoudre des exercices scientifiques, contrairement aux garçons.

Le rapport souligne que la performance des filles est tributaire de l'environnement d'apprentissage qui représente un facteur primordial dans

le renforcement, ou la diminution, de leur sentiment de confiance.

L'amélioration des compétences en lecture reste un enjeu majeur pour les deux sexes. Le temps accordé à la lecture par les garçons est de plus en plus réduit à cause de leur hyperconnectivité, ce qui explique, entre autres, leurs difficultés scolaires. D'ailleurs, ils enregistrent des résultats insatisfaisants en matière de lecture, des mathématiques et des sciences et sont donc plus exposés au décrochage scolaire.

En guise de conclusion, le rapport identifie quelques mesures susceptibles de réduire les inégalités persistantes dans le secteur de l'éducation. Il plaide pour une action concertée des parents, des enseignants et des employeurs qui devraient agir positivement en faveur de l'égalité entre les sexes dans l'éducation puisque ces écarts ne relèvent pas de l'inné. En outre, le rapport souligne le rôle décisif des enseignants dans la lutte contre des préjugés portant atteinte au succès des élèves et à leur carrière future. Le rapport préconise la formation des enseignants et le renforcement de leur efficacité afin d'aider les élèves à exploiter pleinement leur potentiel abstraction faite de leur sexe, appartenance ethnique, traditions culturelles ou niveau socio-économique.

Source: OCDE, Mars 2015

<http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-gender.htm>

► Top 10 Emerging Technologies of 2015

Tags : Technologies | Innovation | Robotique | 2015 | Intelligence artificielle | Techniques de génie génétique | Géopolitique | Véhicules à hydrogène | GES | WEF |

Ce rapport du Forum économique mondial présente un palmarès des dix technologies les plus prometteuses en 2015, surtout celles susceptibles de façonner l'avenir du monde.

Le rapport souligne que le choix des innovations technologiques est établi en fonction de leur potentiel d'impact positif à l'échelle mondiale. De même, il note que ces technologies visent à résoudre certaines problématiques éthiques engendrées par une génération antérieure de technologies, ainsi que d'autres qui apporteraient de nouveaux défis éthiques et réglementaires. Il s'agit, entre autres des technologies suivantes :

- **La robotique de nouvelle génération** conçus pour collaborer avec les humains et dotée d'une capacité à réagir sans pré-programmation ;
- **Les techniques de génie génétique** qui pourrait résoudre certains des principaux éléments controversés dans le débat sur les OGM ;
- **Les méthodes de fabrication additives** qui intègrent de plus en plus de matériaux intelligents dans la fabrication. Plus connue sous le nom d'impression 3D/4D, elle permettrait de produire soi-même des objets dont la taille et la couleur peuvent changer

sur demande selon le besoin et s'adapter à leur environnement.

- **L'émergence de l'intelligence artificielle** impacterait les modes et les outils de communication tout en préservant et améliorant la fiabilité des conversations. L'interaction avec les machines connaîtrait une révolution.

Les technologies émergentes pourraient être à l'origine de bouleversements profonds et de transitions technologiques dans plusieurs domaines. Celles-ci pourraient avoir un impact sur les équilibres géopolitiques globaux. A titre d'illustration, les véhicules à hydrogène devraient être introduite sur le marché et contribuer grandement à réduire la dépendance pétrolière et les émissions carboniques qui sont à les principaux responsables du réchauffement climatique. Sur le long terme, cette innovation pourrait augmenter la vulnérabilité des économies dépendantes de l'exploitation du pétrole et rééquilibrer les relations géopolitiques.

Enfin, le rapport précise que malgré les changements significatifs apportés par les technologies émergentes et les avantages de l'innovation, la question du développement durable demeure entièrement posée, notamment pour la fin des contraintes relatives aux inégalités et à la dignité humaine. De plus, la bonne gouvernance et la réglementation des nouvelles technologies auraient inévitablement des implications profondes, non seulement pour la sécurité et l'éthique, mais aussi pour la préservation de la dignité humaine et l'égalité des individus.

Source: WEF, Mars 2015

http://www3.weforum.org/docs/WEF_Top10_Emerging_Technologies_2015.pdf

D Rapport 2015 sur l'économie de l'information : Libérer le potentiel du commerce électronique pour les pays en développement

Tags : Economie de l'information | Pays en développement | Commerce électronique | TIC | B2C | Asie | Afrique | Moyen-Orient | Cybercriminalité | Internet | CNUCED |

A travers ce rapport, la CNUCED souligne l'essor remarquable du commerce électronique à l'échelle mondiale. Elle étudie le commerce électronique et la contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique et durable.

En effet, un nombre croissant d'entreprises et de consommateurs recourent aux transactions en ligne. La participation des pays en développement à ce commerce est non négligeable de part le potentiel énorme dont recèle ce marché. A titre d'illustration, la valeur réelle du commerce électronique dans le chiffre d'affaires global du secteur manufacturier américain s'est élevée de 19% en 2002 à plus de 50% en 2012.

Le rapport examine les principales perspectives du commerce électronique. Ses avantages sont avérés, notamment la participation considérable aux chaînes de valeur internationales, le renforcement de l'accès aux marchés et la création d'emplois, l'accroissement de l'efficacité sur le plan interne et sur les marchés. Toutefois, certains acteurs en place sont confrontés à des difficultés d'adaptation et de redéfinition du commerce de leurs produits et services à cause de la concurrence accrue de la vente en ligne. De plus, le développement du commerce

électronique s'accompagne d'une hausse de la cybercriminalité et de l'utilisation frauduleuse de l'identité des consommateurs sur le web.

Pour mieux évaluer la capacité des Etats à profiter pleinement des gains du commerce électronique, le rapport établit un classement selon l'indice du commerce électronique B2C. A l'échelle mondiale, le Luxembourg occupe le premier rang, suivi de la Norvège. En Afrique, la République de Maurice occupe le premier rang du classement, suivie de l'Afrique du Sud, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc.

Le rapport présente également les dernières tendances commerciales en la matière. Les croissances les plus remarquables sont enregistrées en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. De plus, la plupart des plateformes mondiales de rôle prépondérant sur le marché, sont issus des États-Unis et de la Chine.

En guise de conclusion, la coopération internationale et la promotion du dialogue entre décideurs et acteurs du commerce électronique sont essentiels pour instaurer un environnement international favorable, permettant aux différents acteurs de coopérer dans des conditions favorables. De surcroît, certaines mesures devraient être adaptées pour que le commerce électronique soit au service du développement durable. Le rapport plaide pour le développement de l'infrastructure des Technologies de l'Information et de la Communication afin de répondre de façon efficace aux besoins logistiques, la mise en œuvre d'une législation adaptée ainsi que la mise en valeur de nouvelles compétences pour accompagner l'essor du commerce électronique.

Source: CNUCED, Mars 2015

http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ier2015overview_fr.pdf

◆◆◆ ECONOMIE

► Rapport économique sur l'Afrique 2015: L'industrialisation par le commerce

Tags : Industrialisation | Croissance économique | Commerce | Afrique | Investissement | Chaînes de valeur mondiales | Politique industrielle | UNECA |

Selon ce rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le commerce pourrait représenter un facteur important dans l'accélération de l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique.

Malgré la croissance économique du continent africain, notamment par le renforcement de la stabilité macroéconomique, l'accélération de la diversification des échanges commerciaux avec les économies émergentes, les taux de chômage et de pauvreté demeurent assez élevés. Le rapport souligne que l'industrialisation pourrait stimuler la diversification économique, notamment par une accélération de la croissance et une meilleure capitalisation des ressources naturelles du continent.

« En effet, l'Afrique devrait relever deux défis majeurs : le maintien de la croissance économique, et sa transformation en une croissance durable, créatrice d'emplois et soutenue par la productivité. Le rapport affirme que la plus grande faiblesse de la croissance actuelle réside dans son incapacité de promouvoir la transformation structurelle des économies du continent. Le caractère rudimentaire des pratiques agricoles et les

prestations de services dominant la structure des économies africaines. Cette dépendance manifeste à l'égard de l'agriculture traditionnelle et du secteur des services ne permet qu'une croissance limitée.

L'industrialisation confère à l'Afrique un avantage comparatif, basé principalement sur les produits de base et le capital humain, moyennant un renforcement de la qualité de celui-ci. La politique industrielle devrait contribuer à renforcer les structures productives des économies africaines et accroître leur valeur ajoutée.

Les chaînes de valeur mondiales jouent un rôle crucial dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, les pays africains devraient développer leurs exportations afin de garantir une prospérité à leurs économies tout en la faisant profiter à une large majorité de leurs populations.

Enfin, le rapport souligne qu'il est primordial de concevoir des politiques commerciales efficaces, tout en prenant en compte les évolutions du système de production mondial, notamment l'internationalisation des systèmes de production, et s'y adapter aux fins de promouvoir la valeur ajoutée par la transformation. De plus, l'industrialisation fondée sur le commerce pourrait participer à créer un environnement favorable aux négociations et aux diverses formes d'accord sur le commerce et l'investissement

Source : Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Mars 2015

http://passthrough.fw-notify.net/download/758394/http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/er_a2015_fre_fin.pdf

► Fish to 2030: Prospects for fisheries and aquaculture

Tags: Economie | Pêche | Aquaculture | 2030 | Prospective | Scénarios | FAO | IFPRI | Banque Mondiale |

Ce rapport, publié conjointement par la Banque Mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) et l'Université d'Arkansas, propose une analyse prospective du secteur de la pêche à l'horizon 2030.

Pour analyser les principales tendances en matière de consommation et de production, le rapport dresse six scénarios comparés à un scénario tendanciel.

Le premier scénario prévoit une augmentation de la production de l'aquaculture à 50% de plus que le scénario tendanciel.

Le deuxième scénario met l'accent sur l'utilisation des déchets des poissons, ce qui permettrait d'accroître la production de l'aquaculture. Le troisième scénario entrevoit une diminution temporaire en Asie de la production mondiale des crustacés à cause des risques d'une épidémie massive.

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► Financer le changement : la BAD et les FIC pour une Afrique climatiquement intelligente

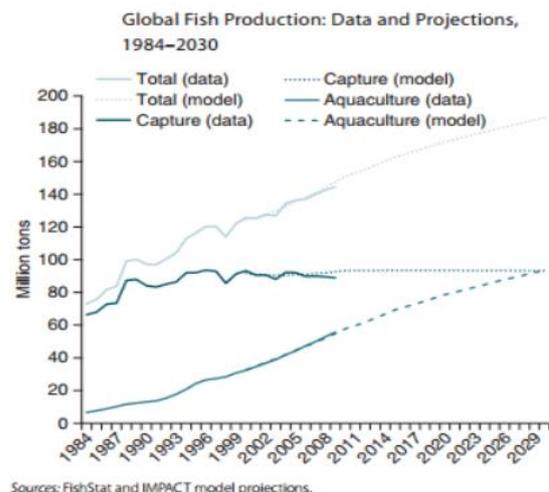
Tags : FIC | Technologies propres | Energies renouvelables | Afrique | Résilience | Changement climatique | Climat | BAD |

Le quatrième scénario intègre les conséquences sur le marché mondial d'une surconsommation chinoise, supérieure de deux à trois fois par rapport au scénario tendanciel.

Le cinquième scénario prévoit une gestion optimale des stocks de poissons à l'échelle mondiale, avec une augmentation des volumes pêchés d'environ 10 % par rapport au scénario tendanciel.

Le dernier scénario traite des impacts du changement climatique qui se manifesterait par une pression significative sur les ressources halieutiques et une disparité des écarts de stocks de poissons entre les régions.

FAO, 2015



Source : Banque Mondiale, FAO, IFPRI, Mars 2015

<http://www.fao.org/docrep/019/i3640e/i3640e.pdf>

Le soutien en matière de financements climatiques, apporté par la Banque Africaine de Développement (BAD) en faveur du continent africain, a connu une progression soutenue en 2014. En effet, le rôle majeur de la BAD consiste à fournir de l'aide grâce notamment au Fonds d'Investissement Climatique

(FIC). Ces financements visent à aider les pays de se doter de solutions climatiquement intelligentes.

Le rapport de la BAD précise que les FIC couvrent désormais 25 plans d'investissement nationaux et un plan d'investissement régional. En outre, des solutions en énergies renouvelables sont financées en faveur du développement de 9 pays africains pauvres. La BAD et les FIC pourraient accorder 500 millions de dollars supplémentaires en faveur de 16 projets déjà déployés dans 11 pays africains, ce qui portera le total à 2,1 milliards de dollars.

Le rapport indique que 34 % du portefeuille global des FIC d'un montant de 8,1 milliards de dollars, seraient consacrés au continent africain afin de répondre à ses besoins spécifiques. Grâce à son portefeuille FIC, la BAD soutient les pays du continent dans la mise en œuvre de projets, via les organismes suivants :

- *«Fonds pour les technologies propres (FTP)*
- *Programme d'investissement pour la forêt (PIF)*
- *Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PPRC)*
- *Et le Programme pour l'amplification des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP). »*

Le rapport souligne que grâce aux plans d'investissement climatiques, les pays ayant adoptés des solutions résilientes au climat et à faibles émissions de carbone connaissent un début de transformation économique prometteuse.

Les projets déjà en cours intègrent un large spectre de solutions intelligentes offrant des performances sur le plan climatique, liées notamment à :

- *«L'énergie solaire, éolienne et géothermique ;*
- *La progression de l'efficacité énergétique ;*
- *Les cadres institutionnels et des mécanismes financiers innovants en faveur d'énergies renouvelables et de solutions résilientes au climat en matière de gestion des terres et de l'eau ;*
- *Les systèmes de prévision du climat et d'alerte précoce ;*
- *Et la gestion participative ainsi que l'implication des communautés locales dans la gestion durable des forêts. »*

Enfin, le rapport révèle que ces projets devraient avoir des impacts entraînant des mutations significatives dans les secteurs relatifs au climat ainsi que d'autres domaines du développement. Les projets implantés dans certaines zones participeraient à une élévation de la capacité de production électrique grâce à des sources d'énergies renouvelable et géothermique. Le taux de la pauvreté serait ainsi réduit et les microentreprises seraient marquées par un déploiement exponentiel.

Source : BAD, Mars 2015

http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/AfDB_CIF_Annual_Report_2014_-_Full_Document.pdf

◆◆◆ POLITIQUE

► Trends in International Arms Transfers 2014

Tags: Politique | Sécurité | Armement
| Transfert d'armes | Tendances |
Afrique | Amériques | Asie-
Océanie | Europe | Moyen-Orient |
SIPRI |

Selon le dernier rapport sur les transferts d'armes dans le monde, publié par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), ces transferts ont enregistré, sur la période 2010-2014, une progression de l'ordre de 16% par rapport à la période 2005-2009.

Cette tendance confirme l'extension de la conflictualité à l'échelle mondiale, soutenue notamment par la transition géopolitique globale en cours.

Les cinq principaux exportateurs d'armes durant la période 2010-2014 sont les Etats-Unis (31% du volume total mondial des exportations), la Russie (27%), la Chine, l'Allemagne et la France (5%).

SIPRI, 2015

Table 1. The 10 largest exporters of major weapons and their main clients, 2010-14

Exporter	Share of international arms exports (%)		Main clients (share of exporter's total exports), 2010-14		
	2010-14	2005-2009	1st	2nd	3rd
USA	31	29	South Korea (9%)	UAE (8%)	Australia (8%)
Russia	27	22	India (39%)	China (11%)	Algeria (8%)
China	5	3	Pakistan (41%)	Bangladesh (16%)	Myanmar (12%)
Germany	5	11	USA (11%)	Israel (9%)	Greece (7%)
France	5	8	Morocco (18%)	China (14%)	UAE (8%)
UK	4	4	Saudi Arabia (41%)	USA (12%)	India (11%)
Spain	3	3	Australia (24%)	Norway (10%)	Saudi Arabia (10%)
Italy	3	2	UAE (9%)	India (9%)	Turkey (8%)
Ukraine	3	2	China (22%)	Russia (10%)	Thailand (9%)
Israel	2	2	India (46%)	Colombia (7%)	Singapore (6%)

La Chine s'impose davantage dans le cercle fermé du classement des principaux fournisseurs d'armes. Le volume des exportations d'armes de la Chine a enregistré une augmentation de 143% entre les périodes 2005-2009

et 2010-2014, tout en affichant une part mondiale de 5%. Les principaux clients de la Chine sont le Pakistan, le Bangladesh et Myanmar.

Les cinq principaux importateurs d'armes durant la période 2010-2014 se situent en Asie-Océanie et au Moyen-Orient. Il s'agit de l'Inde, l'Arabie Saoudite, la Chine, les Emirats Arabes Unis et le Pakistan qui totalisent 33% des acquisitions d'armes dans le monde.

SIPRI, 2015

Table 2. The 10 largest importers of major weapons and their main suppliers, 2010-14

Importer	Share of international arms imports (%)		Main suppliers (share of importer's total imports), 2010-14		
	2010-14	2005-2009	1st	2nd	3rd
India	15	7	Russia (70%)	USA (12%)	Israel (7%)
Saudi Arabia	5	1	UK (36%)	USA (35%)	France (6%)
China	5	9	Russia (61%)	France (16%)	Ukraine (13%)
UAE	4	5	USA (58%)	France (9%)	Russia (9%)
Pakistan	4	3	China (51%)	USA (30%)	Sweden (5%)
Australia	4	3	USA (68%)	Spain (19%)	France (6%)
Turkey	3	3	USA (58%)	South Korea (13%)	Spain (8%)
USA	3	3	Germany (18%)	UK (15%)	Canada (13%)
South Korea	3	6	USA (89%)	Germany (5%)	Sweden (2%)
Singapore	3	3	USA (71%)	Germany (10%)	Sweden (6%)

Concernant les importations d'armes par région, le rapport a mis en relief les évolutions suivantes :

Afrique :

En Afrique, les importations d'armes ont augmenté de 45% entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014. Les trois principaux importateurs d'armes sur la période 2010-2014 sont l'Algérie (30% des importations), le Maroc (26%) et le Soudan (6%).

Les Amériques :

Le volume des importations d'armes dans les Amériques a connu un accroissement de 7% entre les périodes 2005-2009 et 2010-2014. Les Etats-Unis sont les principaux importateurs sur la période 2010-2014, suivies du Venezuela et du Brésil.

Asie-Océanie :

Cette région a connu une forte hausse du taux d'importation d'armes

de l'ordre de 37% entre les périodes 2005–2009 et 2010–2014.

Europe :

L'Europe connaît une baisse tendancielle des achats d'armements de l'ordre de 36% entre les périodes 2005–2009 et 2010–2014. La Grande Bretagne représente le principal importateur d'armes dans la région.

Moyen-Orient :

Le volume de transferts d'armes au Moyen-Orient est marqué par une augmentation de 25% entre les périodes 2005–2009 et 2010–2014. Sur la période 2010-2014, l'Arabie Saoudie représente 23% des transferts d'armes, 20% pour les Emirats Unies et 16% pour la Turquie.

Source: SIPRI, Mars 2015

[http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1503.p
df](http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1503.pdf)

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

L'économie collaborative

L'évolution des technologies numériques et le développement des plateformes collaboratives sur le web ont contribué à l'apparition d'une nouvelle forme de consommation basée principalement sur l'accès, la mutualisation et le partage de biens et de services.



L'économie collaborative, ou économie du partage, recouvre quatre domaines :

- « La **consommation collaborative** qui désigne un modèle économique où l'usage prédomine sur la propriété d'un bien ou d'un service. Elle se décline au travers de la location ou du prêt entre particuliers, des initiatives de partage alimentaire, d'habitats, etc. ;
- La **production collaborative** renvoie à la production de biens communs et de plateformes de partage ;
- Le **financement collaboratif** se décline en trois axes, dont le

partage de fond), le partage de prêt et la création de monnaie alternative.

- La « **connaissance collaborative** se base sur les savoirs libres. Elle concerne l'éducation, la recherche, la création, les réseaux d'échanges mais aussi la gouvernance. »

Références bibliographiques :

BERNHEIM DESVAUX, Sabine (2015). **La consommation collaborative ou participative.**

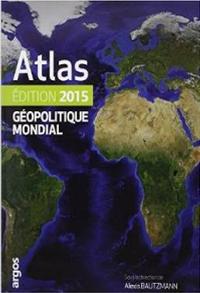
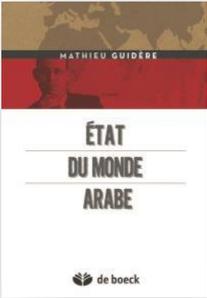
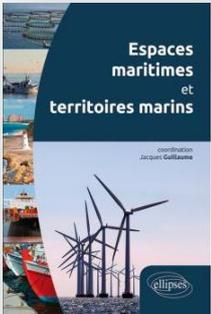
RIFKIN, Jeremy ; CHEMLA, Paul (2014). **La nouvelle société du coût marginal zéro : L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme.**

NOVEL, Anne-Sophie (2013). **La vie share : mode d'emploi : Consommation, partage et modes de vie collaboratifs.**

NOVEL, Anne-Sophie ; RIOT, Stéphane (2012). **Vive la co-révolution ! Pour une société collaborative.**

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

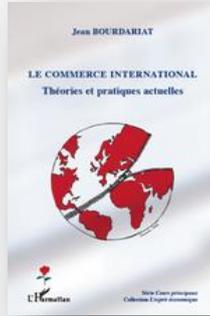
Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>DAVID Charles-Philippe (2015), La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation</p> 	<p>Collectif, Atlas géopolitique mondial 2015</p> 	<p>GUIDERE Mathieu (2015), Etat du monde arabe</p> 
<p>Observatoire du dialogue et de l'intelligence sociale (2015), L'état social du monde 2015. Aux racines de la performance globale</p> 	<p>BONIFACE Pascal (2015), Comprendre le monde : les relations internationales pour tous</p> 	<p>GUILLAUME Jacques (2015), Espaces maritimes et territoires marins</p> 

AMILHAT-SZARY Anne-Laure (2015), Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?



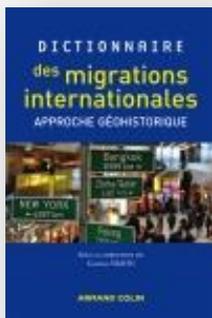
RAINELLI Michel (2015), Le commerce international



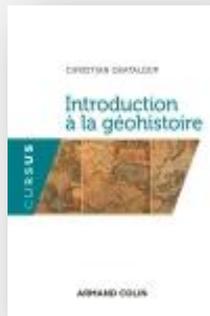
TARRIUS Alain (2015), La mondialisation criminelle



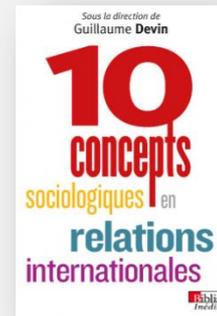
SIMON Gildas (2015), Dictionnaire des migrations internationales : approche géohistorique



GRATALOUP Christian (2015), Introduction à la géohistoire



DEVIN Guillaume (2015), Dix concepts sociologiques en relations internationales



INDEX DES TAGS

2

2015.....4

A

Afrique..... 5, 6, 8
Amériques.....9
Armement.....9
Asie.....5
Asie-Océanie.....9

B

B2C.....5
BAD.....8

C

Catastrophes naturelles.....2
Chaînes de valeur mondiales.....6
Changement climatique.....2, 8
Climat.....8
CNUCED.....5
Commerce.....6
Commerce électronique.....5
Croissance démographique.....2
Croissance économique.....6
Cybercriminalité.....5

D

Décrochage scolaire.....3

E

Eau.....2
Economie de l'information.....5
Education.....3
Egalité.....3
Emploi.....3
Energie.....2
Energies renouvelables.....8
Europe.....9

F

FIC.....8
Formation.....3

G

Géopolitique.....4
GES.....4
Gouvernance de l'eau.....2

H

Hyperconnectivité.....3

I

Industrialisation.....6
Industrie.....2
Innovation.....4
Intelligence artificielle émergente.....4
Internet.....5
Investissement.....6

M

Moyen-Orient..... 5, 9

O

OCDE.....3
OMD.....2

P

Pauvreté.....2
Pays en développement.....5
PISA.....3
Politique.....9
Politique industrielle.....6

R

Résilience.....8
Robotique.....4

S

Sécurité.....9
SIPRI.....9
STIM.....3

T

Techniques de génie génétique	4
Technologies	4
Technologies propres	8
Tendances	9
TIC	5
Traditions culturelles	3
Transfert d'armes	9

U

Urbanisation	2
---------------------------	---

V

Véhicules à hydrogène	4
------------------------------------	---